

Les entreprises en Tunisie sont-elles socialement responsables ?

Résultats de l'enquête compétitivité 2013

Avec la modernisation des échanges, la mise en œuvre d'une stratégie de développement durable apparaît comme un nouveau paradigme en sciences économiques et la Responsabilité Sociale ou Sociétale des entreprises (RSE) représente une déclinaison de ce type de développement pour le monde des affaires. Ainsi pour les entreprises qui veulent s'intégrer dans la communauté internationale, la RSE apparaît comme une condition nécessaire pour gagner des parts de marchés et participer à la chaîne de valeur dans l'espace économique mondial. Une partie de leurs exportations dépend à présent de la capacité d'engagement en faveur de la RSE. Cet engagement se concrétise par la certification, par une démarche attentive aux valeurs humaines fondamentales et respectueuses de l'environnement, par un comportement éthique et par des investissements citoyens.

La question à la quelle on essaye de répondre dans cette tribune est de savoir où en est la Tunisie et les entreprises qui y opèrent de ce volet de la compétitivité?

Les acquis de la Tunisie en matière de RSE

Plusieurs acquis et résultats ont été atteints en Tunisie dans le domaine de la RSE à travers différents engagements. Parmi ces acquis on cite l'initiative du Pacte Mondial des Nations Unies lancée en Tunisie en 2005¹ (voir encadré), qui apparaît comme un cadre propice pour amener les entreprises tunisiennes à adopter une politique de responsabilité sociétale.

Le pacte mondial comporte 10 principes auxquels les entreprises adhèrent et s'engagent volontairement à mettre en œuvre en vue de maîtriser les risques sociaux et environnementaux inhérents à leurs activités. Ces principes visent essentiellement la protection des droits de l'Homme, des droits fondamentaux au travail, de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Par ailleurs et au niveau législatif, plusieurs textes réglementaires ont été mis en place en vue d'organiser les relations du travail, de protéger la santé des salariés, de promouvoir le respect des droits humains, de protéger l'environnement et de lutter contre la corruption.

De même, en ratifiant les conventions internationales adéquates, la Tunisie a adapté en conséquence sa législation sociale et environnementale qui constitue un cadre propice à la mise en œuvre de la RSE

Quant aux acquis institutionnels et de partenariat, on cite l'engagement du gouvernement en faveur de la promotion du concept et des principes de la RSE à travers les programmes initiés par le Ministère des affaires sociales entre 2006 et 2009, et depuis 2010 par le Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis (CITET) et par l'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle (INNORPI), notamment à travers l'adoption de la norme ISO 26000 qui contient des lignes directrices et non des exigences (pour plus de détails voir la Note sur le site de l'ITCEQ).

Après ce bref aperçu sur les principaux acquis de la Tunisie en matière de RSE, il serait opportun de voir, sur la base des résultats issus de l'enquête compétitivité 2013, la perception de l'intégration d'une démarche RSE dans l'entreprise tunisienne et le degré d'engagement de cette dernière dans ce domaine. Les résultats recueillis auprès des 821 entreprises répondantes sont révélateurs à plus d'un titre.

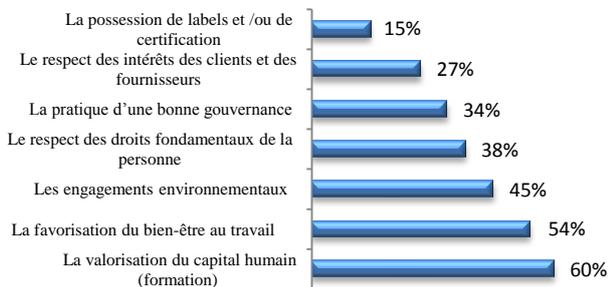
Les entreprises ne sont pas suffisamment informées sur la RSE

Malgré les différents acquis au niveau national en matière de Responsabilité Sociale (ou Sociétale) de l'Entreprise, **deux entreprises sur trois ne connaissent pas la notion de RSE.**

¹ -39 entreprises sont engagées dans une démarche de RSE dans le cadre du Pacte Mondial Tunisie en 2005.

Pour les 35% qui en ont entendu parler, la RSE se rapporte plus à la valorisation du capital humain et à la favorisation du bien être au travail qu'à d'autres volets.

Que signifie la notion de RSE ?



Parmi ces entreprises et étant conscientes de son importance, certaines la considèrent comme étant une opportunité à saisir (57%), d'autres comme étant une conviction permettant de préserver la pérennité et la performance de l'entreprise tout en répondant aux attentes des parties prenantes (40%) et seuls 3% la jugent comme étant une contrainte.

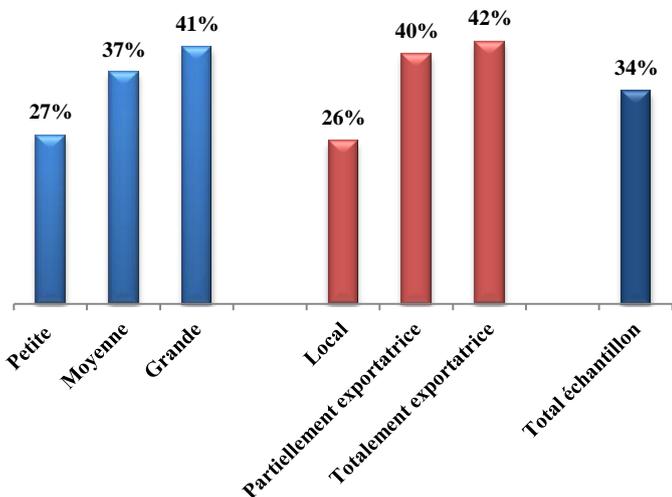
L'engagement des entreprises pour la mise en œuvre d'une démarche RSE reste timide

Interrogées sur le fait d'avoir intégré effectivement les pratiques RSE, 34% des entreprises enquêtées ont répondu par l'affirmative, sachant que de nombreuses entreprises mettent en place des actions sociales et environnementales sans être conscientes de s'être lancées dans une démarche de RSE.

Ce sont surtout les grandes entreprises et celles exportatrices qui s'y engagent

Les croisements en termes de taille et de régime font ressortir que plus l'entreprise grandisse et plus elle s'oriente vers l'exportation, plus elle s'engage dans une démarche de RSE.

Entreprises ayant engagé des pratiques de RSE (en %)



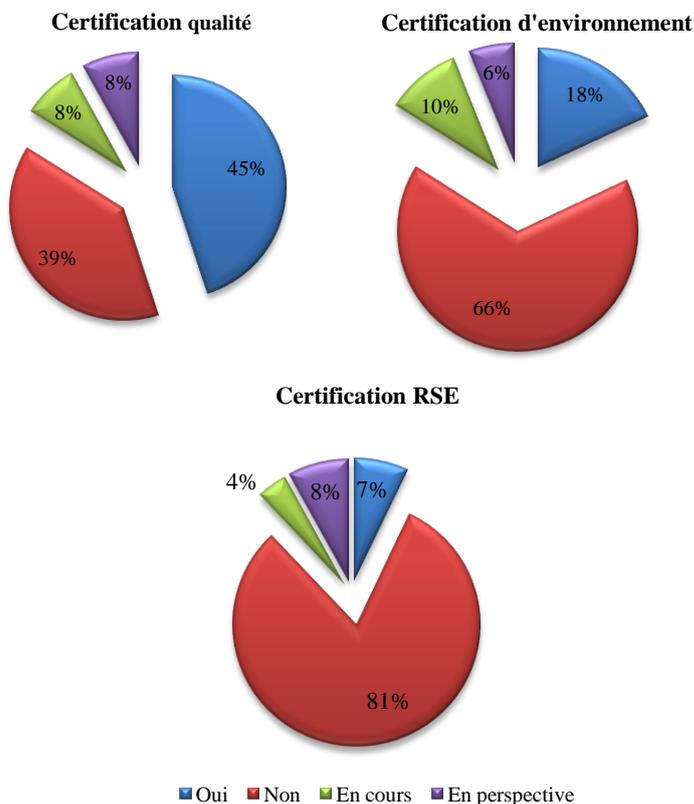
Ainsi les démarches de RSE sont aujourd'hui plus courantes dans les grandes et moyennes entreprises que dans les petites entreprises, laissant déduire qu'étant conscientes des conséquences positives sur leur image de marque et sur la qualité de leur communication interne, certaines entreprises, notamment de grande taille, n'ont pas hésité à déployer des moyens financiers et humains conséquents au service de démarches responsables.

Ce comportement s'applique aussi pour les entreprises exportatrices, qui, classant la RSE comme priorité, n'ont pas tardé à s'engager dans différentes démarches de certification notamment environnementale, sociale et de qualité.

Mais les actions en matière de certification restent faibles

A ce titre, les investigations montrent que parmi les entreprises ayant intégré des pratiques RSE, près de 20% s'intéressent à la norme ISO 26000 dont la majorité sont des entreprises totalement ou partiellement exportatrices. Comparé à celui de la certification en matière de qualité (près de 60% des entreprises concernées), ce pourcentage reste timide tout autant que celui déclaré en matière de protection de l'environnement où 18% des entreprises qui ont adopté une démarche RSE y sont certifiées et près de 16% sont en cours ou en perspectives de certification.

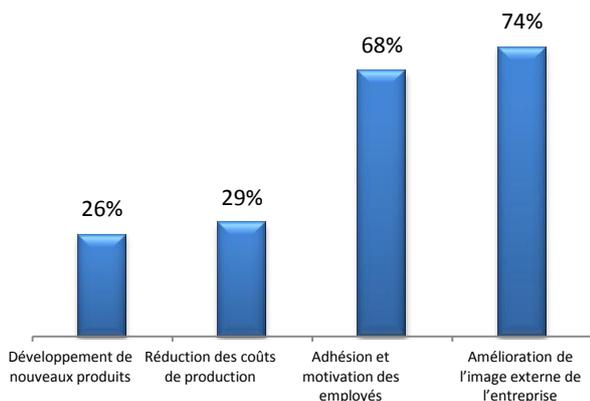
Certification internationale pour les entreprises ayant engagé une démarche RSE



L'amélioration de l'image de marque est le principal but recherché

S'agissant des attentes de ces entreprises, elles concernent, en premier lieu, l'amélioration de l'image externe de l'entreprise et, en second lieu, l'adhésion et la motivation des employés.

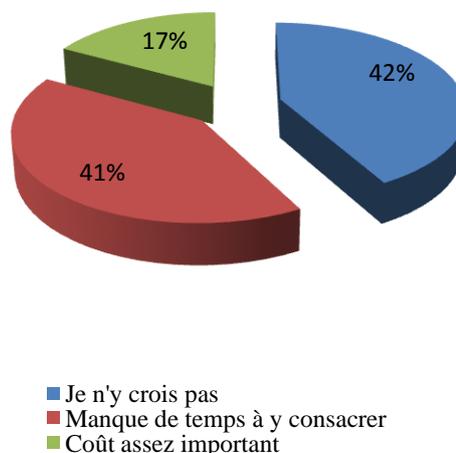
Quels sont les résultats attendus d'une démarche RSE ?



Le manque de conviction serait la principale raison de non engagement de pratiques RSE

Quant aux entreprises **non engagées** dans une démarche RSE, elles le justifient essentiellement par le manque de temps à y consacrer ainsi que par le manque de conviction quant à l'effet de ces pratiques sur les performances des entreprises, laissant déduire l'existence d'autres priorités stratégiques pour l'entreprise.

Pourquoi vous n'avez pas engagé des pratiques RSE ?



En outre et partant du fait qu'une stratégie de RSE en matière de ressources humaines (ou responsabilité sociale interne) a pour objectif de créer, préserver et développer les emplois et le capital humain de l'entreprise à long terme, il apparaît nécessaire de voir quelles sont les différentes actions effectivement réalisées en la matière par les entreprises engagées dans une démarche RSE.

Les investigations menées à ce niveau, montrent que les actions relatives au développement durable sont effectivement plus fréquentes au niveau des entreprises se déclarant engagées dans une démarche RSE.

Entreprises ayant mené des actions relevant des pratiques de responsabilité sociétale (en %)

Actions	Entreprises engagées	Entreprises non engagées
Identification à l'avance des besoins en matière de qualifications et de compétences	88	76
Adoption des mesures préventives pour pallier aux risques professionnels	94	77
Existence et développement du dialogue social	79	65
Personnel syndiqué	47	36
Transparence et communication des indicateurs de l'entreprise	43	27
Certification internationale de qualité	61	38
Certification internationale d'environnement	18	11

De tels résultats laissent présager un rendement meilleurs au niveau des entreprises socialement responsables que dans le reste de l'échantillon dans la mesure où lorsque les salariés sont satisfaits de leurs conditions de travail et quand leurs perspectives d'évolution au sein de l'entreprise sont visibles, ils sont plus réceptifs et plus adaptables aux changements, et par conséquent, plus productifs et plus performants.

A ce titre, et même si les résultats concernant la perception de la position compétitive ne diffèrent pas selon que les entreprises soient engagées ou non dans une démarche RSE, il n'en demeure pas moins que les résultats en termes de performances sont plus probants au niveau des entreprises socialement responsables.

En effet, concernant l'évolution des indicateurs d'activité pour le 1^{er} semestre 2013 par rapport au 1^{er} semestre 2012, les résultats se présentent comme Suit :

- Hausse de l'activité pour 43% des entreprises socialement responsables, contre 38% pour les non engagées ;
- Augmentation du chiffre d'affaires pour 44% des entreprises RSE, contre 39% pour les autres ;
- Augmentation des exportations pour 37% des entreprises socialement responsables, contre 30% pour les non engagées dans une démarche RSE.

Mais la perception de la RSE par les entreprises engagées reste limitée

En se référant aux trois composantes de la RSE les résultats de l'enquête compétitivité 2013 permettent de déduire que l'engagement des entreprises dans la démarche RSE reste limité avec prédominance de l'aspect social. Ceci peut être expliqué, soit, par une réponse à des préoccupations immédiates résultant d'une contrainte extérieure, soit d'un avantage attendu plutôt qu'une vision de long terme.

En effet, les actions réalisées par les entreprises engagées dans la RSE sont principalement des actions sociales (l'amélioration des conditions de sécurité et d'hygiène et le développement du dialogue social) alors que les actions d'ordre environnemental et de bonne gouvernance d'entreprise demeurent encore limitées.

Au vu de ce qui précède, le besoin est aujourd'hui celui d'agir pour changer les modalités et les modes de management et d'accepter, volontairement, de rendre compte aux parties prenantes. Ce qui transforme la simple adhésion volontaire en un engagement réel et efficace traduisant un changement véritable au niveau de l'entreprise.

De ce fait, un effort devrait être fourni en matière de sensibilisation et de vulgarisation de cette notion afin de promouvoir la démarche RSE.

Safa MKAOUER

*Direction Centrale de la Compétitivité *
competitivite@itceq.tn*



Tél. : (+216) 71 802 044
Fax : (+216) 71 787 034
Site web : www.ieq.nat.tn
email : contact@itceq.tn

Rédaction :

Institut Tunisien de la Compétitivité
et des Etudes Quantitatives
27 Rue de Liban, 1002 Tunis Belvédère
République Tunisienne
email : tribune@itceq.tn

Directeur de la publication :

Habib ZITOUNA

Responsable :

Affet BEN ARFA

Diffusion :

Direction de la documentation,
de la formation et de la coopération
email : diffusion@itceq.tn

Cette Tribune est publiée sous la responsabilité de la direction générale de l'ITCEQ. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.